

## ÉDITO

# La Zhèng-Xí huì : quand Pékin joue la carte de l'opposition taïwanaise

Par Arnaud LEVEAU



Arnaud LEVEAU est Président d'Asia Centre et fondateur d'Alta Strategies. Il a plus de 25 ans d'expérience pratique dans la région Indo/Asie-Pacifique aussi bien dans l'industrie, les affaires gouvernementales

que la recherche en relations internationales. Titulaire d'un doctorat en science politique de l'École normale supérieure de Lyon, il est l'auteur de nombreuses publications sur les questions de sécurité dans la région Indopacifique.

Le 10 avril 2026, Xi Jinping, secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC) et président de la République populaire de Chine, a reçu à Pékin Cheng Li-wen, présidente du Kuomintang (KMT), principal parti d'opposition à Taïwan, à la tête d'une délégation arrivée le 7 avril sur le continent via Shanghai et Jiangsu. Première rencontre entre les dirigeants en exercice des deux partis depuis 2015, l'événement présenté comme une relance du dialogue trans-détroit ne se comprend pas isolément. Il s'inscrit dans un jeu triangulaire Taipei-Pékin-Washington dont les règles sont en train de se redéfinir.

## Une mise en scène dont Pékin maîtrise le calendrier

Le choix du timing a été délibéré. Le sommet Trump-Xi, prévu fin mars, a été repoussé aux 14 et 15 mai 2026 en raison du conflit au Moyen-Orient. Ce décalage a offert à Pékin une fenêtre d'initiative immédiatement saisie : en faisant précéder le sommet sino-américain de la rencontre Cheng-Xi, la Chine passe d'une posture réactive à une logique proactive. Il ne s'agit plus de s'adapter à l'agenda de Washington, mais de le structurer en amont.

La scénographie a elle aussi été soignée. À Nanjing, Cheng s'est recueillie au mausolée de Sun Yat-sen, fondateur commun des deux partis rivaux, et y a prononcé un discours riche en symboles : colonisation japonaise, guerre civile, douleur partagée de la séparation. Cheng n'a pas manqué d'établir un parallèle entre les 392 marches et le chiffre du Consensus de 1992. La poignée de mains devant les caméras dans la Grande Salle du Peuple, lieu réservé aux chefs d'État, a conféré à la présidente du KMT une stature diplomatique dépassant son mandat par-



tisan. Xi a joué la partition de l'inévitabilité historique : «Le grand mouvement qui pousse les compatriotes des deux rives à se rapprocher ne changera pas. C'est le cours inévitable de l'Histoire.»

## Le fond : un accord de façade, des divergences structurelles

Les deux parties ont réaffirmé leur adhésion commune au «Consensus de 1992» et leur opposition à l'indépendance de Taïwan, plancher minimal de tout dialogue entre KMT et PCC. Xi a réitéré que «l'indépendance de Taïwan est la principale menace pour la stabilité du détroit» et a appelé à résister ensemble aux «ingérences étrangères». Cheng a déclaré les deux rives «une seule Chine», tout en précisant que chacune l'interprète différemment.

Sur le fond, le fossé reste toutefois béant. Pour Pékin, le Consensus de 1992 implique la souveraineté de la RPC sur l'ensemble de la Chine, Taïwan inclus. Pour Taipei, il désigne simplement l'existence d'une seule Chine avec deux gouvernements distincts. Dans la formule «unification pacifique» les Chinois du continent retiennent le mot «unification»; Cheng met l'accent sur la «paix». Un même terme recouvre deux projets radicale-

ment opposés. Cheng a d'ailleurs jugé l'unification pacifique «prématurée» et les conditions «pas encore réunies», invitant Xi à se rendre à Taïwan «si le KMT gagne en 2028».

Pékin a néanmoins su associer à la rencontre des effets tangibles. Le 12 avril, le Bureau des affaires de Taïwan a publié dix mesures concrètes : mécanisme de communication régulier PCC-KMT, reprise du tourisme individuel, accès facilité des produits taïwanais au marché continental, marchés d'échanges pour les PME. Ce paquet de concessions économiques est calibré pour renforcer le KMT à l'approche des élections locales taïwanaises de fin 2026 et des présidentielles de 2028.

Il serait toutefois inexact de réduire Cheng Li-wen à une simple pièce dans le jeu de Pékin. Éluë à la surprise générale à la tête du KMT en octobre 2025, cette avocate de formation, qui a fait ses premières armes au DPP avant d'en claquer la porte en 2002, joue un jeu à deux niveaux simultanément. Face à Pékin, elle pose des conditions : l'unification est «prématurée», les conditions «pas encore réunies», et elle invite Xi à se rendre à Taïwan «si le KMT gagne en 2028». Face à son propre électorat, elle cherche à capitaliser sur des concessions économiques concrètes (tourisme, agriculture, accès



au marché) tout en se protégeant contre l'accusation récurrente de « vendre Taïwan » qui a plombé ses prédécesseurs lors des trois dernières élections présidentielles. Sa stratégie de « dissuasion par le dialogue » est risquée dans les deux sens : trop de proximité avec Pékin fragilise sa base électorale ; trop de distance annulerait le bénéfice politique du voyage. La réussite de ce pari dépendra de sa capacité à convertir des gains économiques visibles en capital électoral d'ici 2028, sans que Pékin ne l'enferme dans un alignement qu'elle ne souhaite pas.

## La variable Trump : l'enjeu stratégique central

C'est ici que se révèle la vraie portée de la manœuvre chinoise. En accueillant la cheffe de l'opposition et en lui conférant une légitimité internationale, Xi construit un récit utilisable lors de son face-à-face avec Trump : celui d'une Chine favorisant activement la paix dans le détroit, face à un gouvernement Lai Ching-te présenté comme un facteur d'instabilité. Ce récit chinois a plusieurs objectifs :

D'abord contester la légitimité de la vente d'armes américaines de 13 milliards de dollars à Taïwan, suspendue par Trump à la demande de Pékin après un entretien téléphonique en février 2026. Xi pourrait arguer qu'un semblant de consensus taïwanais sur la « une seule Chine » rend superflue une telle livraison. Ensuite, faire évoluer la position américaine traditionnelle de « non-soutien » à l'indépendance de Taïwan vers une « opposition » explicite, voire d'une préférence pour une « résolution pacifique » vers un soutien à la « réunification pacifique », demande déjà formulée à San Francisco en 2023, rejetée par Biden. Enfin, le KMT bloque déjà au Parlement taïwanais le budget de défense spécial de 40 milliards de dollars proposé par Lai, lui opposant une version réduite à 12 milliards. Cheng a confirmé cette position lors de sa conférence de presse à Pékin, signal direct à Washington.

Le scénario le plus préoccupant n'est donc pas une guerre imminente, mais une érosion progressive : un Trump disposé à concéder sur Taïwan

contre des avantages commerciaux, un KMT freinant le réarmement taïwanais au Parlement, une Chine normalisant sa présence militaire dans le détroit tout en maintenant la fiction d'un dialogue de paix. C'est dans cet espace ambigu, entre guerre et paix formelle, que la rencontre a trouvé sa vraie signification stratégique.

## « Le scénario le plus préoccupant n'est donc pas une guerre imminente, mais une érosion progressive. »

Il serait cependant réducteur de présenter Washington comme un acteur passif dans cette séquence. Trump n'est pas seulement la cible de la manœuvre chinoise, il en est aussi un coauteur involontaire. C'est lui qui a suspendu la vente d'armes à Taïwan à la demande de Xi, lui qui a publiquement évoqué des « concessions possibles » sur la question taïwanaise avant même que le sommet ne soit fixé, lui qui a imposé des droits de douane punitifs sur les produits taïwanais en 2025 avant de les réduire partiellement sous pression industrielle. Sa logique est transactionnelle : Taïwan est une monnaie d'échange dans une négociation globale qui porte sur le commerce, le fentanyl, et la dette américaine bien plus que sur la sécurité de l'Indo-Pacifique. Le risque n'est donc pas que Pékin convainque un Trump récalcitrant, c'est que Trump soit déjà disposé à concéder, et que la rencontre Cheng-Xi lui fournisse simplement la justification narrative dont il a besoin pour le faire.

## Taïwan fracturée, mais pas conquise

À Taïwan, la réaction a été immédiate et contrastée. Le président Lai Ching-te a déclaré sur Facebook que « l'Histoire enseigne que céder

à des régimes autoritaires ne fait que sacrifier souveraineté et démocratie ». Les manœuvres navales chinoises se sont poursuivies pendant et après la visite ; le nombre de bâtiments déployés dans les mers de Chine méridionale et orientale a même sensiblement augmenté.

Mais 56% des Taïwanais ont jugé le voyage de Cheng favorablement, selon un sondage d'avril 2026. La fatigue de la confrontation avec Pékin est réelle, d'autant que les droits de douane Trump de 2025, les déclarations erratiques de la Maison Blanche sur le Canada ou le Groenland, et la guerre américaine en Iran ont semé le doute sur la fiabilité de Washington. Cela ne signifie pas un soutien à l'unification : une majorité croissante de Taïwanais s'identifie comme « taïwanaise » et non « chinoise », proportion encore plus marquée chez les jeunes. Le statu quo, ni indépendance, ni unification, reste la préférence dominante. Ce que refuse Pékin à terme.

Cette résistance identitaire a une traduction concrète. Selon une enquête de l'université Duke publiée en septembre 2025, 67% des Taïwanais s'identifient comme exclusivement taïwanais, une proportion en hausse continue depuis vingt ans, et 20% déclarent qu'ils résisteraient ou s'engageraient dans l'armée en cas d'attaque. Le vrai pari de Pékin n'est pas de convaincre les Taïwanais mais de les contourner en influençant leur paysage politique via le KMT, en fragilisant leur budget de défense au Parlement, en attendant que la lassitude et l'incertitude américaine fassent le travail que la coercition militaire ne peut pas accomplir seule.

## Implications pour la France et l'Europe

La rencontre Cheng-Xi peut sembler lointaine des préoccupations européennes immédiates. Elle l'est moins qu'il n'y paraît. Le premier enjeu est industriel et technologique. Toute déstabilisation du détroit de Taïwan, même par érosion graduelle plutôt que par conflit ouvert, menace l'approvisionnement mondial en semi-conducteurs avancés. TSMC fabrique à Taïwan plus de 90% des puces les plus sophistiquées dont dépendent Airbus, le secteur

automobile européen, la défense et les télécommunications. Une crise dans le détroit, même non militaire (blocus économique, pressions sur les chaînes d'approvisionnement), provoquerait une perturbation industrielle majeure pour l'Europe sans équivalent disponible à court terme, malgré les efforts du European Chips Act. Le deuxième enjeu est géopolitique. Si Xi réussit lors du sommet Trump-Xi à obtenir une évolution de la position américaine sur Taïwan, passage de « résolution pacifique » à « réunification pacifique », ou réduction significative de l'armement américain à Taïwan, le précédent affaiblirait la crédibilité des engagements américains envers l'ensemble de ses partenaires.

Le troisième enjeu est normatif. La stratégie chinoise dans le détroit : contourner le gouvernement légitime par le biais d'un parti d'opposition, utiliser des concessions économiques pour influencer des élections, normaliser la présence militaire tout en maintenant un discours de paix, constitue un manuel d'ingérence politique dont les techniques s'exportent. Ce que Pékin pratique à Taïwan aujourd'hui pourrait s'appliquer demain dans d'autres démocraties de la région indopacifique, voire dans les États membres de l'UE à forte diaspora chinoise.

## Conclusion

La rencontre n'a donc pas marqué un tournant décisif dans les relations trans-détroit. Elle ne constitue ni une avancée vers la réunification, ni une véritable relance du dialogue. Elle révèle en revanche une transformation du jeu stratégique régional : Pékin exploite les divisions politiques internes à Taïwan pour avancer ses intérêts, prépare le terrain avant le sommet Trump-Xi, et normalise une forme d'influence politique que le gouvernement taïwanais ne peut contrer seul. En amont de la rencontre, Isabelle Feng, vice-présidente d'Asia Centre, anticipait déjà la possibilité d'un dialogue de sourds. Mais un dialogue parfaitement utile pour celui qui en maîtrise le calendrier et la mise en scène et dont les conséquences dépassent largement les rives du détroit ●



© Lisanto 李奕良, Unsplash

## REGARD D'EXPERT

# Conflit du Moyen Orient : va-t-on vers une guerre d'usure ?

Par Bertrand BESANCENOT



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez NSI Group. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français.

Il a notamment été nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'État puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

par les Houthis du détroit de Bab el Mandeb, qui aggraverait la crise énergétique).

En réaction à l'échec de pourparlers d'Islamabad, le président Trump a décrété un contrôle américain du détroit d'Ormuz. L'objectif est d'empêcher toute exportation de pétrole iranien et de faire pression sur la Chine et l'Inde – principaux acheteurs de ce pétrole – pour qu'ils obtiennent de Téhéran le rétablissement de la libre circulation dans le détroit d'Ormuz. Ce nouveau développement pose néanmoins une question : l'Iran conserve toujours la capacité de frapper les navires commerciaux de pays « inamicaux », ce qui ne convaincra pas les assureurs de couvrir ce risque. Dans ce cas, les Américains pourraient tenter une opération militaire pour annihiler les capacités de frappe iraniennes dans le Golfe et on ne sait pas où mènerait l'escalade. Nous entrons donc dans une guerre de nerfs, même si le cessez-le-feu (jusqu'au 22 avril) n'est apparemment pas remis en cause et si des pourparlers sont en cours.

*L'échec de la rencontre américano-iranienne à Islamabad est une déception, mais pas une surprise étant donné l'écart entre les positions des protagonistes sur tous les points, même si le niveau de représentativité des délégations montre que les pourparlers sont pris au sérieux des deux côtés. En outre, le président Trump et le régime iranien sont prisonniers de leur propre rhétorique sur une soi-disant « victoire totale », qui pourtant ne correspond pas à la réalité :*

- L'Iran est en ruine, mais le régime est résilient et déterminé à conserver le pouvoir ; de plus, en bloquant le détroit d'Ormuz, il a acquis une arme de destruction massive contre l'économie mondiale. Il pratique donc une guerre d'usure asymétrique tablant sur le fait que Trump doit sortir de cette crise, au risque de perdre les prochaines élections de mi-mandat.

- Du côté américain et israélien, l'efficacité de leurs forces armées et de leurs services de renseignement est démontrée une nouvelle fois. Toutefois, l'usage de la force sans troupes au sol permet de gagner des batailles mais pas la guerre. En effet, aucun des buts de guerre israélo-américains n'a été atteint : ni la chute du régime, ni l'élimination du programme nucléaire iranien (juste stoppé), ni l'anéantissement des capacités balistiques iraniennes (simplement largement réduites), ni l'arrêt des actions déstabilisatrices des milices pro-iraniennes (certes affaiblies mais toujours actives, avec le risque d'un blocage

**« Nous entrons  
donc dans une guerre  
de nerfs. »**

Outre l'Iran et le Liban, les pays du Golfe sont les premières victimes de cette guerre qu'ils avaient essayé d'éviter. Ils sont naturellement exaspérés par les frappes iraniennes mais ils savent qu'ils sont vulnérables et qu'ils devront continuer à vivre avec ce voisin difficile. Ils sont par ailleurs déçus de la protection américaine qui a montré ses limites, tout en souhaitant naturellement la conserver. Ils sont enfin inquiets des ambitions de Netanyahu et ne veulent pas d'une hégémonie israélienne succédant à celle de l'Iran. C'est la raison pour laquelle ils prèchent une désescalade et soutiennent la médiation pakistanaise en faveur d'un règlement global et durable, au risque – si la guerre reprend – de frappes sur leurs installations vitales qui

aggraverait la crise énergétique mondiale.

À quoi peut-on s'attendre désormais? Netanyahu continue à pousser Trump à «finir le travail» en Iran et contre le Hezbollah au Liban. En sens inverse, les milieux d'affaires américains et le Pentagone sont inquiets de la poursuite de cette guerre coûteuse et préféreraient un arrangement même imparfait avec l'Iran. Le vice-président américain Vance a d'ailleurs laissé les propositions américaines sur la table, signe que le dialogue n'est pas totalement rompu. Et le ton tant du président américain que de son secrétaire d'État depuis l'échec de la rencontre d'Islamabad confirme que des discussions ont bien lieu pour tenter de trouver un arrangement.

Le Pakistan et ses alliés (Arabie Saoudite, Égypte, Turquie et Qatar) tentent en effet de renouer les fils de la négociation, mais ce sera difficile. En effet, le régime de Téhéran estime pouvoir l'emporter à l'usure, malgré de nouvelles destructions possibles et il dispose encore de capacités de nuisance qui peuvent faire mal. Quant au président Trump, son impulsivité et son imprévisibilité compliquent toute prévision, d'autant plus qu'on peut craindre ses excès et l'absence d'une véritable stratégie de sortie de crise. Trois options sont généralement envisagées:

- Une escalade incontrôlée qui conduirait à une catastrophe économique, humanitaire et environnementale du fait du bombardement des installations vitales dans la région. Ce n'est heureusement pas la plus probable.
- Une opération militaire limitée contre les capacités iraniennes dans le détroit d'Ormuz conduisant temporairement à un déblocage du Golfe et permettant au président Trump de proclamer sa «victoire totale», en demandant ensuite aux pays producteurs et consommateurs d'hydrocarbures d'assurer désormais la sécurité du transit à travers le détroit, tout en conservant une présence militaire dans la région.
- Une reprise de la négociation sur la base de propositions pakistanaises (concertées avec

les pays du Golfe, l'Égypte, la Turquie, les Européens et la Chine) pour parvenir à des arrangements même partiels autorisant une sortie de crise. Il est clair que ce serait la meilleure solution, mais elle bute sur l'absence de confiance entre Iraniens et Américains. Il faut tout de même espérer que la raison l'emportera.

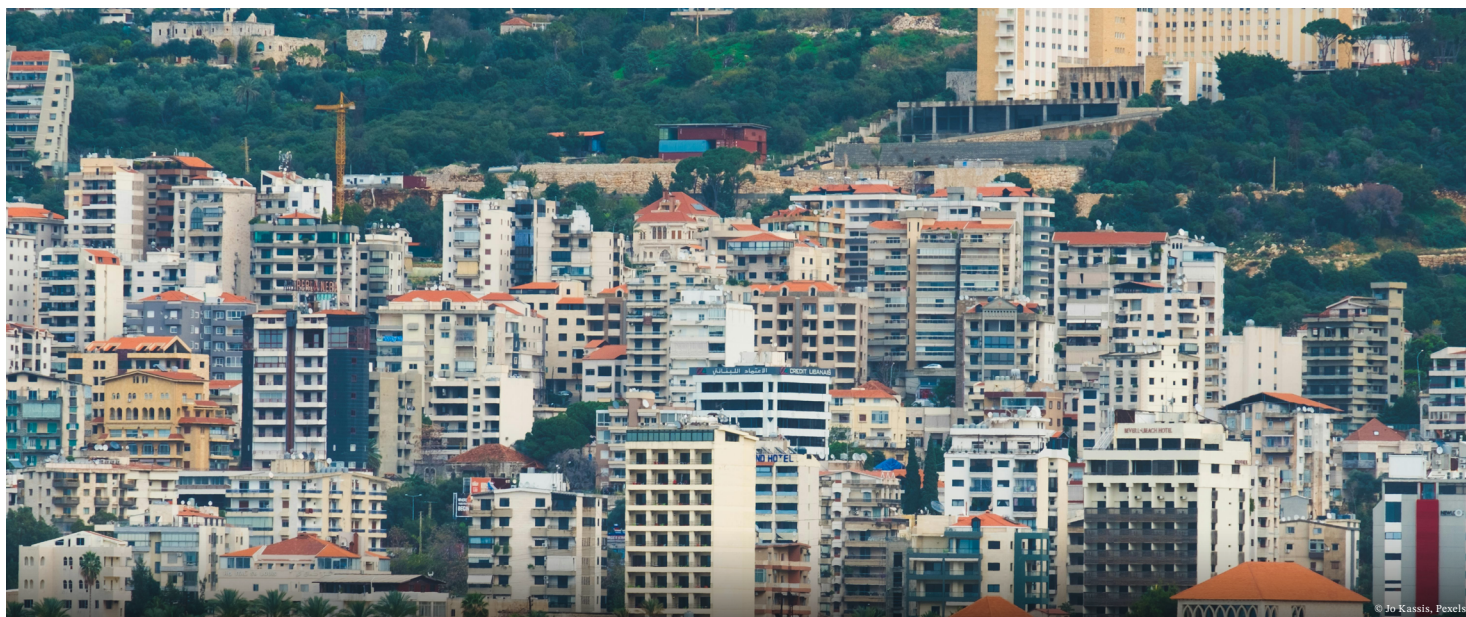
Sans préjuger de l'issue de la crise, on aperçoit cependant déjà certaines conséquences prévisibles de cette guerre:

- Les pays du Golfe sont à nouveau très méfiants à l'égard de Téhéran, malgré la reprise du dialogue, mais aussi interrogatifs sur la fiabilité de la protection américaine. À part les Émirats Arabes Unis, ils ne croient plus à un rapprochement avec Israël – qui est à l'origine de cette guerre désastreuse – et l'on peut avoir des doutes sur l'avenir des accords d'Abraham, comme du «Conseil de la Paix» de Trump. Ils souhaitent maintenant une plus grande coordination entre puissances sunnites de la région (Égypte, Turquie, Pakistan) – dont témoigne le déploiement de forces pakistanaises en Arabie – afin de peser sur les conditions de stabilisation du Moyen Orient.
- Aux États-Unis, le soutien inconditionnel à Israël est de plus en plus mis en cause, notamment dans la jeunesse, en raison du carnage à Gaza mais aussi car beaucoup reprochent à Trump de s'être laissé entraîner dans une guerre qui crée des difficultés économiques au pays. C'est un mouvement de fond sans incidence immédiate, mais auquel Israël se prépare d'ailleurs en cherchant à autonomiser son industrie d'armement.
- Cette crise a montré un isolement politique des États-Unis et d'Israël, mais aussi une division des Occidentaux, ce qui pose la question de l'évolution de l'OTAN. Cette situation bénéficie à la Russie et à la Chine, qui vont certainement profiter de l'affaiblissement du lien transatlantique pour accroître leurs efforts afin de dé-dollariser le commerce international.

- Les principales victimes de cette guerre sont les peuples iranien et libanais. Le régime de Téhéran a hélas tenu et renforce la répression sur la population. Quant au Liban, la perspective de la renaissance du pays s'éloigne, à moins que la négociation directe entre Beyrouth et Tel Aviv donne des résultats, à la condition que Trump impose à Netanyahu une pause dans les frappes israéliennes contre ce pays.

- La Russie bénéficie à court terme de l'augmentation des prix du pétrole et du gaz; mais c'est surtout la Chine qui apparaîtra comme la principale gagnante de ce conflit: premier importateur des hydrocarbures du Golfe, 1<sup>er</sup> partenaire commercial des pays de cette région, jouissant d'une bonne image technologique, apparaissant comme une puissance de paix – contrairement à des États-Unis jugés agressifs – et ne s'ingérant pas dans les affaires intérieures de ses partenaires, elle a toutes les chances de voir son influence grandir dans la région.

- Et la France et l'Europe dans tout cela? Nous avons bien fait de ne pas céder aux pressions américaines et de soutenir l'initiative pakistanaise. En outre, les pays du Golfe souhaiteront diversifier leurs partenaires, ce dont nos pays devraient bénéficier s'ils savent prendre mieux en compte les intérêts (affectés par la crise) de nos partenaires. Ceux-ci devront, en effet, restaurer leur image d'îlot de stabilité et de développement et reprioriser certains de leurs grands projets. Les pays européens devraient donc s'associer aux efforts pakistanaise – y compris dans la protection du Liban – et prendre leur part à la sécurisation du détroit d'Ormuz. Leur intérêt est bien d'aider les États-Unis à s'extraire honorablement de ce conflit sans causer plus de dommages à l'économie mondiale. Il serait bon enfin que l'on conclut enfin un accord de libre-échange entre l'Union Européenne et le Conseil de Coopération des États Arabes du Golfe, dont la longue négociation n'a que trop duré ●



REGARD D'EXPERT

# OPA sur la politique étrangère des États membres : mais à quoi joue Ursula von der Leyen au lendemain de la défaite d'Orban ?

Publié par Atlantico le 15 avril 2026

Par Bruno ALOMAR



Bruno ALOMAR est diplômé de l'IEP de Paris, d'HEC et de l'École de Guerre. Ancien élève de l'ENA, il est également titulaire d'un LLM de l'Université Libre de Bruxelles. Cet économiste français a travaillé au ministère des Finances et à la Commission européenne (en tant que haut fonctionnaire à la DG COMP, Direction générale de la concurrence) et a enseigné les questions européennes à Sciences Po Paris et à l'IHEDN. Auteur de La réforme ou l'insignifiance: dix ans pour sauver l'Union européenne (Ed. École de Guerre – 2018), Bruno ALOMAR commente régulièrement l'actualité, et notamment les questions européennes, à travers des chroniques publiées dans divers médias français. Depuis 2020, il est également PDG de New Horizon Partners, une société spécialisée dans le conseil en relations publiques et communication.

Bruno Alomar: Faire sauter le verrou de l'unanimité au conseil en matière de politique étrangère c'est d'abord mettre fin à l'indépendance des États membres en matière de politique étrangère. Donc, d'une certaine manière, ce serait la fin de la souveraineté d'un pays comme la France, avec les conséquences juridiques et politiques que cela induit. Imagine-t-on sérieusement que la France puisse être mise en minorité – elle vient de l'être sur le Mercosur – dans le cœur de la souveraineté française ?

Par ailleurs, l'on touche ici au fond du problème de la politique étrangère européenne. Il ne peut pas y en avoir, tout simplement parce que les États-membres ne sont d'accord sur rien ou simplement sur un socle de valeurs si peu épais qu'il ne résiste à aucune crise. Qu'il s'agisse de l'Amérique, de la Russie, de la Chine, d'Israël etc. les européens ne sont d'accord que sur deux ou trois idées simples : les droits de l'homme, la démocratie, l'état de droit. Cela ne fera jamais une politique étrangère. La force diplomatique de l'Europe, ce sont ses diplomates nationales qui, elles, doivent avoir l'agilité de parfois travailler ensemble. Pour les États de petite taille – avec toutes les réserves que cela suggère – l'accès à un réseau diplomatique comme le SEAE a lui un intérêt.

À peine la défaite de Viktor Orban a-t-elle été confirmée en Hongrie que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a aussitôt profité de l'occasion pour relancer l'idée de renforcer la politique étrangère commune de l'UE, sous-entendant qu'elle était bloquée jusque-là par Orban.

**Atlantico: Faire sauter le verrou de l'unanimité au sein du conseil de l'UE, mais qui le souhaite vraiment et pourquoi? Les petits États? Mais pas les grands, y inclus la France... et surtout pour en faire quoi?**

**Pour rappel, pour faire sauter le verrou de l'unanimité et du droit de véto il faudrait d'abord un vote à l'unanimité, et sans doute des changements dans les traités européens... Cela ne se produira-t-il pas un jour, et avec quelle légitimité démocratique ?**

Là encore c'est tout à fait illusoire. L'Europe a passé 20 ans (1989 à 2008) à se donner un traité (Maastricht 1992, Amsterdam 1997, Nice 2007), après avoir échoué avec un projet de traité en 2005. Ce fut un chemin long et tortueux, alors même que l'UE comptait beaucoup moins d'États membres. Personne n'imagine en réalité qu'une négociation puisse rouvrir pour changer le traité en vigueur. Le chancelier allemand l'a – il ne dit que ce que les autres pensent tout bas – publiquement réitéré ces derniers mois.

Maintenant, il faut être très clair: si les États membres, par les procédures constitutionnelles qui sont les leurs (référendum ou voie parlementaire) décident de changer les traités, il n'y aura rien d'anti démocratique par nature. Mais ce qu'un Etat membre avec une certaine majorité politique aura fait, ce même État, avec une autre majorité politique à sa tête, pourra le défaire. Cela s'appelle la démocratie.

**Et pourtant, les blocages existent bien, la guerre en Ukraine l'a démontré et d'autres chefs de gouvernement ne vont pas tarder à prendre le relais de Viktor Orban. Qu'est-ce que cela dit de l'Etat de l'UE en matière de politique étrangère malgré le chaos international ambiant ?**

Cela dit une chose très simple: l'UE est une organisation internationale chargée à titre principal de questions économiques (ses cinq compétences fédérales ont trait au marché, à la monnaie, au commerce), qui doit se concentrer sur ce qu'elle sait faire. Elle est une très grosse agence économique. Tant qu'elle prétendra être autre chose, c'est-à-dire un gouvernement, elle échouera. C'est d'ailleurs ce que pensent la grande majorité des États membres à l'exception d'un État membre notable qui trouve dans l'Europe le dépassement de lui-même: la France ●



À propos  
de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO

xavier.desmaison@nsi-adit.com

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président du Directoire

alexandre.medvedowsky@nsi-adit.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.